



Assemblée générale

UN LIBRARY

Distr.
GENERALE

OCT 26 1992

A/47/403
21 septembre 1992

UN/SA COLLECT

FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Incidences de l'évolution récente des relations Est-Ouest sur
la croissance de l'économie mondiale et le développement

Rapport du Secrétaire général

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragrophes</u>	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	1 - 2	2
II. RESUME	3 - 11	2
III. L'ETAT DE LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE	12 - 33	4
IV. EVOLUTION RECENTE DES RELATIONS ECONOMIQUES EST-OUEST	34 - 73	10
V. CONSEQUENCES POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT	74 - 93	25
VI. CONCLUSIONS	94 - 100	30

I. INTRODUCTION

1. Dans sa résolution 46/202 du 20 décembre 1991, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'étudier les incidences de l'évolution récente des relations Est-Ouest sur la croissance de l'économie mondiale, en particulier sur la croissance économique et le développement des pays en développement, ainsi que sur la coopération économique internationale. En s'acquittant de ce mandat, le Secrétaire général a tenu compte de son rapport (E/1991/82) à la réunion spéciale de haut niveau du Conseil économique et social sur ce sujet et de la partie pertinente du rapport du Conseil contenant les vues des Etats Membres et la conclusion du Président de ladite réunion 1/.

2. Le présent rapport analyse l'état des processus multiples de transformation économique dans les pays en transition et les tendances récentes des relations économiques Est-Ouest, et évalue les retombées sur les pays en développement de l'évolution dans les pays de l'Est 2/. Il se termine par quelques observations sur les moyens de faciliter la fourniture de l'assistance pour alléger le fardeau de la transition, et de prévenir dans la mesure du possible les incidences défavorables de ces transformations et des modifications des relations Est-Ouest sur les pays en développement.

II. RESUME

3. L'euphorie suscitée au départ par les possibilités de transformations économiques, politiques et sociales en Europe de l'Est s'est en grande partie dissipée. Ce phénomène est inattendu, étant donné que la transition est maintenant à l'ordre du jour de tous les pays (anciens et nouveaux) d'Europe de l'Est. Toutefois, un certain nombre des pays qui ont tout récemment commencé leur transition, notamment l'Albanie et certains des Etats successeurs des anciennes Républiques soviétiques et yougoslaves sont, en fait, des pays en développement, et l'optimisme avec lequel la communauté internationale a pu concevoir la capacité des économies en transition de s'engager sur une nouvelle voie, celle de la croissance durable, n'était pas justifié dans le cas de ces pays.

4. Ce retournement de l'opinion quant à la poursuite de l'évolution historique amorcée à l'Est s'explique principalement par les problèmes multiples (et, dans certains cas, apparemment insolubles) que pose la transition. Les formidables obstacles apparus jusqu'à présent sont fort nombreux. On peut cependant les classer en trois groupes : réussir à former une coalition politique démocratique viable et à mettre en place les institutions essentielles du marché; s'assurer un appui socio-politique durable parmi les couches les plus nombreuses de la population pour faire accepter une pénible transition vers l'économie de marché; et mettre au point la stratégie et les tactiques appropriées pour mener à bien la transformation de systèmes à planification rigide en économies de marché viables.

5. Les possibilités de coopération et de coordination internationales n'ont pas encore été toutes pleinement exploitées et pourraient être mobilisées pour améliorer la concertation économique à l'échelle mondiale, par l'intermédiaire

des organisations économiques multilatérales déjà en place. Il reste aussi beaucoup à faire pour permettre au processus de transition de bénéficier d'un appui maximum, tout en réduisant au minimum les incidences négatives, sur les pays en développement, des politiques intérieures des pays en transition et de l'assistance qui leur est fournie. Il est désormais possible également de revoir la portée et la profondeur des grandes politiques appliquées par les institutions régionales européennes, à présent que quelques-unes au moins des anciennes économies planifiées de l'Est gravitent dans leur orbite.

6. Une stratégie claire sur les meilleurs moyens de redéfinir les systèmes d'intégration européens en y admettant les partenaires d'Europe de l'Est en qualité de membres à part entière ou, tout au moins, en qualité d'associés, reste encore à établir. C'est ce qui ressort de manière évidente de la nature des accords d'association et des nouveaux accords de commerce et de coopération qui ont été récemment signés. Cela ressort aussi avec évidence des difficultés que l'on éprouve à doser au mieux les mesures à prendre pour fournir concrètement aux pays en transition l'aide que leur ont promis tant les institutions internationales et régionales que de nombreux gouvernements.

7. Pour la plupart des pays en développement, les événements qui se sont produits en Europe orientale et la modification du climat de la coopération Est-Ouest n'ont pas encore eu jusqu'à présent des répercussions négatives importantes, qu'il s'agisse d'une exacerbation de la concurrence commerciale et des obstacles au maintien des flux migratoires, ou d'un ralentissement des investissements étrangers directs. Il ne semble guère établi à ce jour qu'un montant important d'aide publique au développement (APD) ou de concours de nature plus générale réservé jusqu'à présent par les institutions financières multilatérales aux pays en développement ait été détourné vers les économies en transition. Mais la situation pourrait changer à l'avenir.

8. Certains pays ont réussi à acquérir de nouveaux marchés d'exportation dans les pays en transition. C'est d'abord le cas des pays en développement exportateurs de combustibles et de matières premières, étant donné qu'on assiste depuis 1989 à une forte contraction des exportations de l'ex-Union soviétique vers l'Europe orientale; des gains à l'exportation ont également été réalisés par les pays en développement les plus dynamiques qui ont pu tirer parti de la transformation rapide de l'Europe orientale en période de difficultés économiques intérieures et du problème persistant de paiements extérieurs. Quelques pays en développement (notamment les exportateurs de métaux et minerais non ferreux) ont toutefois subi une certaine érosion des prix en raison du fléchissement de la demande d'importation et de la consommation intérieure des pays de l'Est.

9. Pour la vaste majorité des pays en développement, la transformation de l'Europe orientale ne devrait guère avoir de répercussions négatives importantes, à moins que les économies en transition n'évoluent dans un sens absolument désastreux. Toutefois, l'accès préférentiel aux marchés d'Europe de l'Ouest que certains pays en transition ont récemment obtenu, et l'élargissement des mécanismes qui pourrait être accordé dans un proche avenir pour aider les économies en transition à avoir accès à ces marchés, pourraient nuire à la compétitivité de certains pays en développement.

10. Alors que les pays en développement finiront, dans l'ensemble, par profiter, dans le cadre de relations commerciales et financières des processus de transition en cours dans les pays de l'Est, ce n'est certainement pas le cas des pays en développement qui ont conservé des relations économiques étroites avec l'ancien Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) ou avec d'importants membres de cette organisation économique régionale. S'agissant du premier exemple, ces processus de transition ont influé sensiblement sur les perspectives des trois pays en développement (Cuba, Mongolie et Viet Nam) qui étaient membres à part entière du CAEM; il en va de même pour certains des huit pays en développement qui avaient un statut de coopération avec le CAEM 3/. Quelques autres pays en développement qui ont de tout temps entretenu des liens de coopération étroits avec d'importants membres du CAEM (l'ex-Union soviétique en particulier) ont vu leurs possibilités en matière de commerce et de paiements sensiblement réduites. Quelques-uns de ces pays partenaires ont accumulé des excédents importants dans certains de leurs comptes commerciaux, notamment vis-à-vis de l'ex-Union soviétique, et le volume et le remboursement de ces excédents font actuellement l'objet de litiges 4/.

11. Si les problèmes traditionnels du développement demeurent le point de mire de la communauté internationale, la liste et l'ordre de ses priorités se sont notablement modifiés. C'est de plus en plus évident, par exemple, dans le cas des institutions financières multilatérales auxquelles la communauté internationale a confié la tâche de formuler, appliquer et contrôler une fraction importante de l'aide annoncée. En témoigne le fait que, dans les analyses théoriques, les problèmes multiples que pose le processus de transition ont dans une certaine mesure usurpé la place autrefois réservée aux problèmes pressants, et dans certains cas chroniques, des pays en développement.

III. L'ETAT DE LA TRANSFORMATION ECONOMIQUE

12. Au stade actuel, les économies en transition comprennent tous les ex-pays (anciens et nouveaux) à économie planifiée d'Europe de l'Est. Si cette transformation englobe à présent presque tous les aspects des sociétés en question et si les grands objectifs de la refonte sociale envisagée sont très semblables, ces pays diffèrent considérablement pour ce qui est du stade du processus de transformation auquel ils se trouvent actuellement et du rythme auquel ils le poursuivent.

13. Si, avant la dissolution des fédérations soviétiques et yougoslaves et l'orientation nouvelle de l'Albanie, le principal problème des économies en transition se ramenait essentiellement à restructurer des pays industriels relativement développés, à l'heure actuelle, les questions que la communauté internationale doit traiter sont beaucoup plus complexes. Certains pays, comme l'Albanie et plusieurs des Etats successeurs de l'Union soviétique et de la Yougoslavie, n'en sont en fait qu'aux stades initiaux de l'industrialisation. Le niveau de développement de certains pays est si bas qu'ils pourraient même avoir droit à une aide à des conditions de faveur.

La nature de la transformation 5/

14. Les pays en transition cherchent à instituer une économie de marché dans la perspective à long terme d'une intégration dans l'économie mondiale. Cet objectif suppose l'introduction méthodique et ordonnée d'une longue série de mesures susceptibles en fin de compte de réorganiser totalement le régime économique, politique et social hérité de la période de l'économie planifiée, lorsque les préceptes communistes s'appliquaient à l'organisation de la société, à la production et à la distribution. Mais la restructuration de ces économies ne se limite pas aux attitudes et aux institutions. Elle doit également englober les politiques et mesures d'incitation économiques. L'instauration d'une économie de marché dynamique suppose, en premier lieu, une stabilisation des paramètres macro-économiques, suivie dans de brefs délais, ou de préférence encadrée, par des réformes structurelles de grande ampleur. Ces mesures devraient s'accompagner d'une modification de la pratique des agents économiques et de l'attitude des particuliers face au risque que comportent leurs propres actions et le comportement d'autrui.

15. Les politiques de stabilisation se sont toutes principalement appuyées (et, dans certains cas, de manière plutôt étroite) sur des politiques de régulation de la demande et des mesures connexes. Les premières initiatives comprennent un certain nombre de décisions politiques précises, notamment la libéralisation des prix de tous les biens et services, à quelques légères exceptions près (comme les services publics essentiels et les loyers); l'élimination pratiquement totale de tous les types de subventions, le renforcement du budget de l'Etat, surtout grâce à une compression des dépenses, le contrôle de la masse monétaire, au moyen notamment de taux d'intérêt réels élevés; la réglementation des hausses de salaires par une fiscalité très dissuasive, une dévaluation du taux de change le ramenant aux niveaux récemment observés sur le marché libre, ce qui dans certains cas entraîne une sous-évaluation marquée de la monnaie pour ranimer les exportations; et enfin l'ouverture de ces économies à la concurrence étrangère.

16. Ces mesures auraient dû s'accompagner, avec un décalage de trois à neuf mois peut-être, de mesures tendant plus nettement à une transformation structurelle des économies des pays de l'Est. L'élément crucial aurait été la création des institutions essentielles au bon fonctionnement de l'économie de marché et à la modification de la nature, du comportement et du contrôle des entreprises d'Etat.

17. Le communisme s'est efforcé de créer un "homme nouveau" et les échecs subis par la société communiste indiquent qu'il est illusoire d'adopter des politiques fondées sur une idéologie qui vise à transformer de force et du tout au tout le comportement humain. On courrait le même danger en s'efforçant de transformer radicalement l'attitude d'individus qui faisaient de leur mieux jusqu'à présent pour se décharger de tous les risques inhérents à leur comportement sur la société en général, et sur l'Etat en particulier. L'espoir qu'un grand nombre des acquis du socialisme seraient dans l'ensemble préservés, espoir caressé au début du processus de transition, a été anéanti. En outre, les garanties initiales concernant l'institution de larges filets de protection sociale, de préférence avec l'appui de la communauté internationale, ont dû par la force des choses être retirées.

18. Avec le dépérissement de l'Etat dans ces pays, les attitudes vis-à-vis du risque en général et de la création d'entreprises en particulier ne se modifient que lentement. Les garanties autrefois instituées au profit des travailleurs et des employés des entreprises d'Etat étaient si bien ancrées dans les esprits que ce phénomène a eu des répercussions sensibles sur les politiques de privatisation, sur l'élargissement de la répartition de la richesse et sur l'acceptation, par l'ensemble de la société, des investissements étrangers directs, avec l'afflux de gestionnaires étrangers et l'imposition de nouvelles manières de travailler et d'appliquer la discipline du travail que cela implique.

19. En dépit des nombreux obstacles à la création d'entreprises dans les pays en transition, on assiste depuis 1989 à une augmentation spectaculaire des activités du secteur privé. Si la contribution précise de ce dernier à la production globale n'a pas encore été bien évaluée, il n'en reste pas moins que le secteur privé s'est développé très rapidement et, tout au moins dans quelques pays, assume désormais une fraction importante de la production. Si ces nouvelles initiatives contribuent sans nul doute à arrondir quelque peu les angles pendant le processus de transformation et même à l'accélérer, un certain nombre d'entre elles cependant ne risquent guère, de par leur nature même, de se maintenir et donc de déclencher finalement des investissements productifs dans de nouvelles activités ou le renouvellement des méthodes. C'est pourtant là le type d'esprit d'entreprise productif dont le besoin se fait cruellement sentir dans les économies en transition 6/.

20. Si le dynamisme du secteur privé a profité des politiques de privatisation appliquée dans quelques-uns des pays en transition (notamment de la privatisation des petites entreprises), on peut soutenir que les décideurs ont eu tort de privilégier la vente de grandes entreprises d'Etat ou la distribution d'actions de ces entreprises dans l'esprit de donner un coup de fouet à l'économie. On ne semble pas s'être suffisamment intéressé aux options permettant de retirer à l'Etat et au processus politique en général la fonction d'allocation des ressources grâce, par exemple, à la constitution en sociétés et régies par le droit commercial d'un grand nombre d'entreprises d'Etat et à la négociation de baux et de contrats de gestion 7/.

21. Le déclenchement de l'initiative individuelle devait être suivi assez rapidement d'une poussée d'activité économique privée, sous l'impulsion des entrepreneurs tant nationaux qu'étrangers, qui aurait imprimé un vigoureux élan à la croissance des économies en transition. La transformation elle-même était en outre censée déboucher assez vite sur une relance de la croissance durable, alimentée par le dynamisme des entreprises d'Etat qui auraient engagé elles-mêmes des efforts de restructuration pour réagir à l'austérité macro-économique. Rares étaient les observateurs qui s'attendaient à ce que le marasme socio-économique découlant des politiques de transition soit aussi profond et durable qu'il l'a été jusqu'à présent dans l'ensemble de l'Europe de l'Est.

22. Il existe plusieurs autres raisons pour lesquelles la transition vers l'économie de marché n'a pas été aussi aisée dans la majorité des pays en transition qu'un grand nombre de décideurs et d'observateurs ne se l'étaient imaginée. Il s'agit dans certains cas de décisions de politique interne

erronées ou naïves, fondées en général sur l'hypothèse qu'une coalition viable en faveur de la transformation s'était constituée, que ce consensus se maintiendrait et que les mesures de libération susciteraient un déclenchement spontané et indépendant de l'initiative privée renforçant ainsi du dedans l'économie de marché naissante. Parmi les autres facteurs viennent ensuite des événements imprévus à l'étranger et des prévisions fausses quant à l'ampleur, au volume et à la portée de l'assistance internationale disponible, et notamment des ressources nécessaires pour alléger le fardeau du service de la dette qui a parfois restreint le champ de manoeuvre politique et compliqué l'application des politiques arrêtées. Dans certains cas, l'assistance promise n'a pas été fournie, ce qui en soi a eu tendance à influencer de manière défavorable sur la volonté politique de mener à bien la transformation économique. Mais une troisième série de facteurs concerne l'interaction entre les décisions de politique intérieure et extérieure et les événements les ayant déclenchés. Cette interaction a notamment influé sur la capacité relative des pays en transition de réorienter leur commerce vers les marchés occidentaux.

23. S'agissant des politiques intérieures, deux facteurs sont à distinguer. Le premier est la rapidité, le caractère global et l'échelonnement des politiques de transition. Le deuxième est, à l'intérieur de cette série de mesures politiques, le rôle critique conféré à l'ouverture des économies en transition. En outre, il faut mentionner trois événements extérieurs : 1) la destruction précipitée du CAEM en tant qu'instance de coopération intrarégionale; 2) l'effondrement plus rapide que prévu des relations avec les régimes à roubles transférables, en partie en raison de la réunification allemande qui a elle-même entraîné une réduction brutale de la demande de biens provenant des autres pays d'Europe orientale; 3) les répercussions de plusieurs mesures défavorables adoptées dans un nouvel esprit de coopération internationale pendant la période qui a suivi la fin de la guerre froide, comme les sanctions contre l'Iraq depuis 1991 et les récentes sanctions contre l'Etat successeur de la Yougoslavie 8/.

Les aspects extérieurs de la transition économique

24. Résolus à progresser régulièrement vers un processus de prise de décisions fondé sur le marché, tous les pays en transition se sont engagés à réduire sensiblement les barrières au commerce extérieur et aux autres formes de relations étrangères. Les marchés intérieurs de ces pays étaient autrefois protégés par des moyens fort peu classiques. Ces obstacles aux relations de marché ont été ou sont en train d'être remplacés par des institutions et instruments commerciaux plus familiers. Par exemple, les restrictions quantitatives et non tarifaires ont été soit éliminées soit remplacées par des droits ad valorem. Ces pays ont également revu leurs régimes douaniers et la plupart d'entre eux sont décidés à ramener leurs droits de douane au minimum raisonnable. Mais il reste beaucoup à faire dans les pays où l'engagement politique en faveur de la transition lui-même continue à être contesté.

25. Dans l'ensemble, l'instauration de systèmes politiques pluralistes et de l'économie de marché dans tous les pays d'Europe de l'Est, avec l'assistance d'organisations nationales, régionales et internationales, présente à la fois des avantages et des difficultés pour la communauté mondiale. Vu qu'une

grande partie des échanges commerciaux traditionnels de ces pays ne reposaient pas sur des considérations d'ordre économique (comme l'avantage comparatif), il s'ensuit qu'une restructuration fondamentale de ces économies entraînera nécessairement une restructuration tout aussi radicale de leurs relations économiques extérieures. A mesure que la concurrence extérieure commence à rationaliser l'allocation des ressources dans les pays d'Europe de l'Est, il devrait en résulter une création importante d'échanges commerciaux (ou tout au moins une restructuration fondamentale des courants d'échange traditionnels), ne serait-ce qu'en raison des écarts entre niveaux de productivité et de la détermination des décideurs des pays en transition de rattraper les pays développés dans les meilleurs délais.

26. La libéralisation des économies en transition aura finalement pour résultat d'intégrer plus profondément ces économies dans l'économie mondiale. Ce processus empruntera plusieurs voies. La première sera celle des échanges classiques de biens et de services et de la mobilité des facteurs de production, notamment les courants de capitaux à destination de ces pays. L'autre voie sera l'élargissement de la participation de ces pays à l'ordre du jour des organisations économiques mondiales. Finalement, en raison de la disparition du CAEM et du rapprochement progressif des pays en transition et de la Communauté économique européenne (CEE), l'ouverture de ces pays entraînera inévitablement des ajustements institutionnels et une réorientation des politiques des organisations régionales, en particulier sur le continent européen.

27. La régularisation de la position de ces pays dans les organisations économiques internationales, notamment l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, était inscrite à l'ordre du jour de la transition dès le départ. Pour les pays qui étaient déjà membres de ces organisations, cette volonté s'est manifestée par un renforcement de leur coopération et de leur participation en qualité de membres à part entière. Les autres ont demandé leur admission. Ainsi, tous les pays d'Europe de l'Est et les Etats baltes sont désormais membres du FMI et de la Banque mondiale; les autres Etats successeurs de l'Union soviétique en sont récemment devenus membres 9/.

28. A l'exception de l'Albanie et de la Bulgarie, tous les pays d'Europe de l'Est sont désormais parties contractantes au GATT et participent activement à ses activités. Les négociations sur l'adhésion en qualité de membre à part entière de la Bulgarie, qui a d'abord été demandée en 1986, ont reçu un nouvel élan. L'Albanie a demandé le statut d'observateur en juin 1992 10/ et l'a obtenu le 19 juillet 1992 11/. Les pays qui n'étaient pas membres à part entière du GATT du temps où leur économie était planifiée, comme la Hongrie, la Pologne, la Roumanie et la Tchécoslovaquie 12/, ont régularisé leur statut ou sont en train de le renégocier.

29. L'ex-Union soviétique a acquis le statut d'observateur au début de l'année 1990, et avant sa désintégration, souhaitait vivement adhérer au GATT en tant que Partie contractante à part entière. L'Arménie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la République de Moldova, le Turkménistan et l'Ukraine ont soumis leurs demandes en juin 1992 13/, et certaines de ces républiques

ont déjà reçu le statut d'observateur 14/. Les autres Etats successeurs de l'Union soviétique n'ont pas encore formulé de demandes soit d'adhésion soit de statut d'observateur au GATT, mais devraient le faire sous peu. Un certain nombre de ces républiques ont déjà bénéficié d'une assistance du GATT pour établir leurs demandes de statut d'observateur 15/.

30. La quasi-universalité des organisations susmentionnées offre à la communauté internationale la possibilité d'affronter efficacement et de manière plus cohérente et suivie les problèmes économiques saillants auxquels elle se heurte. Une économie mondiale en meilleur état de fonctionnement, grâce à une meilleure coordination et à la fixation de priorités de développement rencontrant l'agrément général, devrait jouer un rôle critique à cet égard. Toutefois, à l'heure actuelle, une concertation de vaste portée des politiques demeure un objectif distant.

Perspectives de relance économique

31. Si les perspectives de relance économique s'améliorent actuellement dans certains pays en transition, ces premiers signes de léger redressement de l'économie dans certains pays d'Europe centrale ou de ralentissement de la récession dans d'autres doivent être évalués avec prudence. Ils annoncent peut-être de futures améliorations plus solides, mais qui se feront encore attendre pendant quelques années. Le facteur limitatif des paiements extérieurs dans presque tous les pays en transition et la lutte toujours difficile contre l'inflation semblent indiquer que ces pays poursuivront dans l'ensemble leur politique d'austérité prolongée, en restreignant leur consommation à des niveaux relativement bas.

32. Ailleurs, toutefois (et ceci vaut pour la plupart des Etats successeurs de l'Union soviétique), les problèmes à venir sont plus menaçants. On s'attend à court terme à la poursuite d'une contraction accusée de l'activité économique et de l'incertitude politique quant aux aspects essentiels des programmes de réforme. Un brusque renversement des tendances économiques de ces pays ne risque guère de se concrétiser, tant qu'un consensus fondamental sur la transformation n'aura pas été établi et consolidé.

33. Si les tâches à venir sont très complexes, tous les pays en transition n'en méritent pas moins une aide internationale considérable. Tout d'abord, parce qu'un renversement des tendances économiques dans les pays de l'Est, et par conséquent une reprise de la croissance (même avec une base de départ beaucoup plus basse), stabilisera la situation politique et sociale de ces pays, et par voie de conséquence, celle de l'ensemble du continent européen. En outre, une vraie reprise économique à l'Est imprimera un vigoureux élan à l'économie mondiale dans son ensemble et offrira de nouvelles possibilités, notamment, en ce qui concerne les exportations des pays en développement. Il est par conséquent essentiel d'orienter comme il convient l'aide disponible et de l'harmoniser dans la mesure du possible avec les politiques de transformation arrêtées dans les pays d'Europe de l'Est. Finalement, les pays en transition qui sont, en fait, si ce n'est de nom, des pays en développement méritent de bénéficier d'une aide internationale aux mêmes titres que ceux sur lesquels se fonde depuis toujours l'aide au développement accordée par les pays développés du monde.

IV. EVOLUTION RECENTE DES RELATIONS ECONOMIQUES EST-OUEST

34. Le cadre de la coopération Est-Ouest, en particulier sur le continent européen, a récemment changé de façon radicale, non seulement du fait des événements survenus dans la partie orientale de l'Europe, mais également du fait d'un changement d'attitude, ayant sa dynamique propre, à l'égard de l'intégration européenne dans la partie occidentale de l'Europe, notamment la mise en place du marché unique d'ici à 1993.

L'effondrement du Conseil d'assistance économique mutuelle et des régimes de paiements et d'échanges en roubles transférables

35. La quarante-sixième session du CAEM qui a été convoquée à Budapest le 28 juin 1991 a décidé de dissoudre le Conseil dans les 90 jours suivant cette réunion 16/, mais le CAEM avait en fait cessé de fonctionner au début de 1990. Les efforts faits pour le remplacer par une autre organisation régionale, selon des formules diverses qui ont fait l'objet de débats tout au long de l'année 1990 et au début de 1991, ont purement et simplement échoué. Faute de régimes réalistes de remplacement, le volume du commerce intrarégional 17/ entre les cinq membres européens du CAEM (la République démocratique allemande non comprise) a fortement diminué, passant de 37 milliards de dollars environ en 1989 à 29 milliards en 1990, puis 21 milliards en 1991 18/ : cependant cette diminution ne résultait pas seulement de l'épineux problème des échanges avec l'ex-Union soviétique. En fait la valeur actuelle du volume des échanges des cinq membres du CAEM avec cette dernière a diminué, passant de quelque 29 milliards de dollars en 1989 à 17 milliards de dollars en 1991 et entre les cinq pays, de 8 milliards de dollars en 1989 à un peu plus de 3 milliards de dollars en 1991.

36. Il s'est en fait avéré très difficile de remplacer le régime des roubles transférables par les conditions dites du marché international, où, essentiellement, les agents économiques négocient pour leur propre compte leurs transactions en biens et services; les échanges ont lieu tant bien que mal à des prix qui équilibrent offre et demande, étant donné qu'il n'existe pas encore dans les pays en transition de marchés véritablement transparents; les montants résiduels sont réglés en monnaie convertible au comptant ou périodiquement (dans le cas de la compensation); et les usages des échanges internationaux, notamment les conditions de paiement (c'est-à-dire paiement comptant pour les matières premières et les combustibles, et crédit fournisseur de 90 à 120 jours pour de nombreux produits manufacturés) doivent être suivis d'assez près.

37. L'adoption d'une telle pratique commerciale dans leurs échanges avait permis en fin de compte de rationaliser à court et à moyen terme l'économie des pays en transition, mais une telle tentative ne pouvait manquer de s'accompagner de plusieurs répercussions négatives, dont quatre revêtent une grande importance. Premièrement, les termes de l'échange actuels ont été modifiés. Il s'en est suivi une importante dégradation pour l'Europe orientale et un gain considérable pour les exportateurs de combustibles et de matières premières, notamment l'ex-Union soviétique 19/.

38. Deuxièmement, il faut mettre en place dans les pays en transition de nouvelles institutions pour le règlement des transactions avec l'extérieur, notamment des mécanismes de compensation, de garantie à l'exportation, de financement et de réescompte des exportations pour remplacer les mécanismes qui étaient précédemment rattachés au rouble transférable. Tant que ces mécanismes ne seront pas mis en place, le vide institutionnel actuel risque de compliquer et de retarder les transactions.

39. Troisièmement, les contours de l'offre et de la demande ont changé du fait que les agents économiques indépendants, anciens et nouveaux, ont commencé à opérer conformément à leur intérêt propre 20/; il n'était pas réaliste de s'attendre à ce qu'ils imitent le comportement antérieur des bureaucrates des départements ministériels. Dans ces conditions, on aurait pu s'attendre à ce que la demande des pays d'Europe orientale de produits en provenance du CAEM évolue, à court terme en particulier, de façon plus radicale que l'offre, étant donné que tous les pays n'entreprenaient pas les réformes au même rythme et qu'il existait une dissymétrie importante entre la structure des échanges de l'Union soviétique et celle des autres pays d'Europe orientale. En raison du désordre de l'économie soviétique, l'offre et la demande n'ont pas tout à fait évolué comme prévu, car la demande de produits manufacturés fabriqués par d'autres pays du CAEM s'est littéralement effondrée alors que l'offre d'énergie et de matières premières diminuait 21/.

40. Enfin, le fait nouveau sans doute le plus marquant a été l'augmentation de la demande de monnaies convertibles, tant de transaction que de précaution, en particulier dans les pays tributaires des échanges. En effet, il faut disposer de ressources suffisantes pour financer les déséquilibres qui risquent de se produire du fait que les échanges sont réalisés par de nouveaux agents économiques. La demande de monnaie convertible pour les transactions va sûrement augmenter parce que la prudence veut qu'un pays ait des réserves équivalant à environ trois mois d'importation; il faut dans les pays dont l'économie est en transition financer les échanges privés et les transactions connexes qui étaient auparavant tous réalisés dans le cadre de mécanismes bilatéraux spéciaux de compensation, et du fait de la dissymétrie de la structure des exportations, les pays tributaires d'importations de combustibles et de matières premières et d'exportations de produits industriels finis doivent accorder un crédit fournisseur pour la plupart de leurs exportations nettes de produits manufacturés, mais doivent payer comptant leurs importations nettes de carburants et la plupart de leurs importations de matières premières. Même si d'autres formules de financement peuvent être trouvées, l'emprunteur doit tout compte fait absorber l'écart du coût de l'emprunt.

41. On ne saurait imputer l'effondrement du commerce intragroupe à la disparition du CAEM uniquement, à l'écroulement brutal des régimes d'échanges et de paiements en roubles transférables et au fait qu'on n'a pas sérieusement réfléchi à une stratégie de coopération qui aurait permis de soutenir et d'encourager le processus de transition. Des événements extérieurs ont également compromis la situation, notamment la dégradation brutale de l'économie soviétique et l'effondrement de la demande allemande de produits manufacturés des pays de l'Est.

42. L'effondrement des marchés intérieurs, en particulier dans l'ex-Union soviétique mais également en Yougoslavie, pose des problèmes semblables à ceux qui sont apparus du fait de l'abandon soudain du régime des roubles transférables. Certes une partie du commerce entre républiques soviétiques notamment se justifiait peut-être du point de vue économique, mais il obéissait pour l'essentiel à des décisions administratives et, dans certains cas, il était entravé par des considérations d'ordre militaire, politique et autres problèmes de sécurité. L'institution du marché dans les nouveaux pays n'entraînera pas seulement une vaste restructuration de leur économie et de leurs liens commerciaux, mais elle devra se faire également dans une absence à peu près complète de mécanismes de paiement.

Réorientation des échanges vers les marchés d'Europe occidentale

43. L'effondrement du commerce entre pays d'Europe orientale a été partiellement compensé par une augmentation spectaculaire des échanges avec les pays à économie de marché, en particulier l'Europe occidentale, en 1990-1991. Il faut cependant souligner qu'on connaît très mal l'évolution des échanges commerciaux, car les services statistiques des nombreux pays en transition laissent beaucoup à désirer 22/.

44. Le volume des échanges a diminué de façon très brutale dans certains cas (voir tableau 1), mais cette diminution ne s'est nullement limitée au commerce intragroupe. En fait, le volume des échanges des pays européens du CAEM (la République démocratique allemande non comprise) avec les pays développés à économie de marché a augmenté, passant de 97 milliards de dollars en 1989 à 106 milliards de dollars en 1990, mais est revenu par la suite en 1991 à 105 milliards de dollars (ce dernier chiffre comprenant les échanges interallemands). En ce qui concerne les pays en développement, à l'exclusion des anciens membres du CAEM, la baisse a été toutefois beaucoup plus importante : 39 milliards de dollars en 1989, 37 milliards en 1990, puis 21 milliards en 1991.

45. Les pays en développement devront redoubler sans doute d'efforts pour s'implanter sur les marchés d'Europe orientale étant donné que les organismes chargés de gérer les échanges entre agents économiques autonomes sont encore très imparfaits dans les pays en transition. Mais certains des pays en développement les plus avancés y sont déjà parvenus. Les pays développés en revanche possèdent effectivement l'infrastructure institutionnelle nécessaire par exemple pour accorder les crédits et garanties à l'exportation et sont en conséquence mieux placés pour pénétrer les marchés des pays dont l'économie est en transition.

46. A en juger par les données sur les échanges communiquées par les pays développés, les courants d'échanges se sont modifiés dans certains cas de façon tout à fait remarquable (voir tableau 2). La part des anciens partenaires du CAEM a à l'évidence considérablement diminué, alors que la part des échanges avec les pays développés à économie de marché a sensiblement augmenté et est maintenant de l'ordre de 58 % du total des échanges. Dans bien des cas, la part des pays en développement a diminué, en général plus en raison des exportations des pays d'Europe orientale que des importations vers ces pays.

Tableau 1

Europe orientale et Union soviétique : valeur et croissance
des échanges, 1989-1991

(En milliards de dollars et pourcentage)

Pays	Exportations				Importations			
	Valeur 1990	Pourcentage			Valeur 1990	Pourcentage		
		1989	1990	1991		1989	1990	1991
<u>Bulgarie</u>								
Total	5,2	-12,0	-21,3	-34,2	5,6	-9,9	-23,8	-51,5
Europe orientale	0,5	-16,6	-38,6	-58,3	0,6	-21,3	-28,2	-61,5
Union soviétique	2,3	-8,2	-31,0	-24,3	2,0	-15,8	-21,7	-39,9
Pays développés	1,2	17,2	-11,1	-36,3	1,9	0,6	-25,9	-59,8
Pays en développement	1,1	-35,8	9,7	-47,6	1,0	-8,7	-19,0	-54,4
<u>Hongrie</u>								
Total	9,6	-3,3	-1,3	7,1	8,6	-5,4	-2,7	32,8
Europe orientale	1,1	-9,7	-31,4	-21,2	1,2	-13,4	-16,9	5,4
Union soviétique	1,9	-11,9	-20,7	-29,1	1,6	-16,7	-15,9	6,9
Pays développés	5,0	5,6	20,6	28,0	4,5	7,7	3,8	53,8
Pays en développement	0,9	-6,8	-0,2	7,7	0,9	-22,0	60,9	3,3
<u>Pologne</u>								
Total	18,3	0,6	24,7	-18,5	12,6	-0,4	-2,5	24,3
Europe orientale	2,4	-3,3	-2,1	-52,2	1,3	-9,1	-39,4	-11,2
Union soviétique	3,7	-5,4	4,6	-60,6	2,9	-13,9	6,7	-31,6
Pays développés	8,9	5,3	40,0	13,7	5,7	7,1	-4,7	71,7
Pays en développement	1,4	-3,6	3,2	-15,5	0,6	-8,8	-17,1	151,0
<u>Roumanie</u>								
Total	4,6	-10,0	-43,4	-7,1	6,9	8,8	18,1	-17,6
Europe orientale	0,4	-14,9	-56,9	-8,8	0,9	-8,1	-1,8	-28,7
Union soviétique	0,7	-11,1	-37,3	30,7	1,1	2,0	-18,7	-8,8
Pays développés	2,4	-3,9	-38,4	-22,8	2,2	1,7	116,7	-9,4
Pays en développement	0,9	-15,2	-51,0	-11,9	2,5	29,0	10,1	-32,2
<u>Tchécoslovaquie</u>								
Total	10,7	-3,2	10,5	1,6	11,8	-3,4	0,3	-15,6
Europe orientale	1,6	-6,6	-33,1	19,0	2,3	-4,1	-11,5	-46,7
Union soviétique	2,4	-13,8	-25,8	-10,1	2,2	-9,0	-26,7	41,8
Pays développés	5,1	10,9	13,4	2,9	5,7	-1,6	28,1	-25,2
Pays en développement	1,0	0,1	-10,9	-7,9	0,8	17,0	-11,9	-1,8

/...

Tableau 1 (suite)

Pays	Exportations				Importations			
	Valeur 1990	Pourcentage			Valeur 1990	Pourcentage		
	1989	1990	1991	1989	1990	1991		
<u>Union soviétique</u>								
Total	59,1	0,4	-5,2	-24,6	65,0	12,0	-0,0	-35,9
Ex-pays à économie planifiée	15,3	-8,7	-24,3	-35,0	19,1	-4,5	-10,6	-43,4
Europe orientale	11,1	-11,1	-26,9	-40,8	15,0	-5,7	-12,1	-51,6
Pays développés	29,2	7,7	12,3	-16,2	34,4	21,1	5,6	-31,0
Pays en développement	14,5	2,0	-9,5	-29,0	11,5	26,0	3,8	-35,8
<u>Europe orientale</u>								
Total	48,4	-4,5	-5,2	-9,6	45,5	-2,7	-2,6	-0,2
Europe orientale	5,9	-8,4	-26,5	-25,7	6,3	-9,8	-20,8	-28,3
Union soviétique	11,0	-9,8	-19,2	-31,9	9,9	-12,0	-14,9	-8,3
Pays développés	22,5	5,3	11,8	8,1	20,0	3,8	8,8	17,9
Pays en développement	5,4	-14,1	-14,8	-16,3	5,9	5,6	1,7	-6,1
<u>Europe orientale et Union soviétique</u>								
Total	124,0	-1,5	-6,7	-18,0	130,1	4,5	1,3	-22,0
Ex-pays à économie planifiée	42,1	-8,6	-23,2	-32,9	43,1	-7,4	-14,2	-34,7
Pays développés	61,1	7,1	-3,9	-5,6	69,0	13,0	2,5	-12,9
Pays en développement	20,8	-3,0	-35,0	-24,2	18,0	17,6	-20,7	-22,6

Sources : Toutes ces données proviennent de la base de données commune de la Commission économique pour l'Europe, qui utilise des publications statistiques nationales, des communications faites directement au secrétariat de la Commission par les services statistiques nationaux et (pour 1991) les données fournies par les partenaires commerciaux. La valeur des exportations et des importations est exprimée f.a.b., à l'exception des importations hongroises qui sont exprimées c.a.f. dans les déclarations nationales. Les taux de croissance sont calculés sur la base de valeurs exprimées en dollars des Etats-Unis. Les échanges avec l'Est, notamment la plupart des échanges avec l'Europe orientale et l'Union soviétique avant 1991, sont exprimés en dollars ajustés reflétant les taux croisés constants entre le rouble et le dollar. Toutes les valeurs concernant les échanges pour 1991 ont été converties en dollars au taux national approprié (en général le taux commercial fixé par les banques nationales). Le classement des pays membres suit la pratique des sources statistiques nationales, qui diffère de la répartition adoptée en général dans les publications des Nations Unies. L'ancienne République démocratique allemande est incluse dans les données de 1989-1990 mais pas dans celles de 1991 ni dans les comparaisons entre 1990 et 1991.

/...

Tableau 2

Europe orientale et Union soviétique : répartition géographique
 des échanges, 1989-1991

(En pourcentage)

Pays	Exportations			Importations		
	1989	1990	1991	1989	1990	1991
<u>Bulgarie</u>						
Europe orientale	12,9	10,1	5,2	12,0	11,3	5,7
Union soviétique	49,3	43,3	49,8	34,0	34,9	43,2
Pays développés	19,6	22,1	23,3	35,4	34,5	32,0
Pays en développement	15,8	22,0	17,5	16,4	17,4	16,4
<u>Hongrie</u>						
Europe orientale	15,8	11,0	5,8	17,1	14,7	6,9
Union soviétique	25,1	20,2	13,4	22,1	19,1	15,3
Pays développés	43,1	52,7	66,7	49,3	52,6	67,8
Pays en développement	9,6	9,7	9,7	6,4	10,5	8,2
<u>Pologne</u>						
Europe orientale	16,4	12,9	5,8	16,6	10,3	4,9
Union soviétique	24,4	20,5	11,0	21,4	23,5	14,1
Pays développés	43,2	48,5	73,8	46,5	45,4	68,9
Pays en développement	9,0	7,5	7,5	6,0	5,1	10,4
<u>Roumanie</u>						
Europe orientale	10,2	7,7	5,7	14,9	12,4	6,9
Union soviétique	14,5	16,1	22,6	22,5	15,5	17,1
Pays développés	47,7	51,9	44,7	17,2	31,6	39,6
Pays en développement	23,1	20,1	19,0	39,3	36,7	30,2
<u>Tchécoslovaquie</u>						
Europe orientale	20,1	15,0	13,2	21,9	19,3	7,7
Union soviétique	26,5	22,0	19,4	25,9	18,9	31,8
Pays développés	37,6	47,0	52,0	37,6	48,1	48,9
Pays en développement	9,7	9,6	8,7	8,0	7,0	8,2

/...

Tableau 2 (suite)

Pays	Exportations			Importations		
	1989	1990	1991	1989	1990	1991
<u>Union soviétique</u>						
Europe orientale	24,4	18,8	19,8	26,4	23,2	19,3
Pays développés	41,8	49,5	56,5	50,1	52,9	58,1
Pays en développement	25,8	24,6	13,6	17,1	17,7	10,4
<u>Europe orientale</u>						
Europe orientale	15,7	12,2	7,6	17,1	13,9	6,3
Union soviétique	26,7	22,8	17,8	24,8	21,7	20,4
Pays développés	39,5	46,6	59,9	39,4	44,0	58,4
Pays en développement	12,4	11,1	10,5	12,4	12,9	12,2

Sources : Voir tableau 1.

Possibilités d'échanges commerciaux avec les pays en développement

47. Les échanges entre les pays à économie planifiée et les pays en développement ont traditionnellement été caractérisés par une importante dissymétrie 23/. D'abord, ces échanges tendaient à se concentrer sur quelques pays en développement qui étaient favorisés. Les flux qui obéissaient précédemment à des raisons autres que des raisons économiques seront maintenant suspendus ou remplacés par des échanges avec des partenaires commerciaux qui avaient été précédemment relativement négligés. Cette réorientation affecte de façon très spectaculaire les échanges avec les anciens membres du CAEM situés hors d'Europe et les pays en développement qui avaient un statut de coopérant auprès du CAEM. Le tableau 3 présente une estimation de l'évolution récente de la valeur des exportations et des importations des divers groupes de pays en développement importants choisis pour l'analyse 24/ : les trois membres à part entière du CAEM, les huit pays ayant le statut de coopérant, les huit pays qui ont conservé des liens étroits avec les principaux anciens membres du CAEM 25/ et un groupe de nouveaux pays industriels 26/.

48. La valeur en dollars courants des exportations des pays d'Europe orientale à destination de ces quatre groupes de pays en développement a diminué de 26,2 % et celle des importations de 10,8 %; les données correspondantes pour l'ancienne Union soviétique sont de 41,9 % pour les exportations et 43,2 % pour les importations. Les termes de l'échange ayant beaucoup changé dans certaines de ces relations, le volume des échanges commerciaux a nécessairement diminué de façon brutale et dans certains cas s'est pratiquement réduit à zéro.

Tableau 3

Europe orientale et Union soviétique : échanges avec
 certains groupes de pays en développement, 1990-1991

(En millions de dollars et pourcentage)

Pays	Exportations			Importations		
	1990	1991	Croissance	1990	1991	Croissance
<u>Bulgarie</u>						
CAEM (3)	169,1	6,2	-96,3	180,0	8,2	-95,5
Pays coopérants	72,2	13,0	-82,0	274,9	0,6	-99,8
Pays collaborateurs	243,7	238,1	-2,3	197,0	155,0	-21,3
NPI	89,5	137,8	53,9	95,2	61,5	-35,4
<u>Hongrie</u>						
CAEM (3)	54,9	29,0	-47,1	17,7	8,4	-52,8
Pays coopérants	19,6	19,0	-2,8	37,9	35,7	-5,9
Pays collaborateurs	376,9	442,9	17,5	240,5	275,1	14,4
NPI	237,5	253,9	6,9	341,1	387,6	13,6
<u>Pologne</u>						
CAEM (3)	17,8	4,3	-76,1	13,7	14,5	5,3
Pays coopérants	96,3	39,6	-58,9	94,5	13,3	-85,9
Pays collaborateurs	351,1	268,5	-23,5	327,5	516,3	57,6
NPI	545,0	408,2	-25,1	166,8	728,1	336,6
<u>Roumanie</u>						
CAEM (3)	71,8	1,0	-98,6	71,2	3,4	-95,3
Pays coopérants	52,5	2,8	-94,7	173,9	4,9	-97,2
Pays collaborateurs	285,1	199,7	-29,9	991,0	734,1	-25,9
NPI	238,7	165,0	-30,9	133,5	151,4	13,3
<u>Tchécoslovaquie</u>						
CAEM (3)	109,4	18,0	-83,5	79,1	30,3	-61,7
Pays coopérants
Pays collaborateurs	225,9	210,3	-6,9	208,6	79,8	-61,7
NPI	226,9	113,8	-49,8	185,4	207,8	12,1
<u>Union soviétique</u>						
CAEM (3)	3 673,8	1 453,2	-60,4	4 933,6	2 380,6	-51,7
Pays coopérants	1 411,0	473,0	-66,5	977,1	82,0	-91,6
Pays collaborateurs	1 485,0	1 197,1	-19,4	2 219,5	1 753,2	-21,0
NPI	1 487,5	1 563,8	4,4	1 496,2	1 255,5	-16,1

/...

Tableau 3 (suite)

Pays	Exportations			Importations		
	1990	1991	Croissance	1990	1991	Croissance
<u>Europe orientale</u>						
CAEM (3)	423,0	58,5	-86,2	361,7	64,8	-82,1
Pays coopérants	240,6	74,4	-69,1	581,2	54,5	-90,6
Pays collaborateurs	1 482,7	1 359,5	-8,3	1 964,6	1 760,3	-10,4
NPI	1 337,6	1 078,7	-19,4	922,0	1 536,4	66,6
<u>Europe orientale et Union soviétique</u>						
CAEM (3)	4 096,8	1 511,7	-63,1	5 295,3	2 445,4	-53,8
Pays coopérants	1 651,6	547,4	-66,9	1 558,3	136,5	-91,2
Pays collaborateurs	2 967,7	2 556,6	-13,9	4 184,1	3 513,5	-16,0
NPI	2 835,1	2 642,5	-6,8	2 418,2	2 791,9	15,5

Sources : Toutes ces données sont tirées de la base de données commune de la Commission économique pour l'Europe comme il est indiqué au tableau 1. Pour certains pays, notamment la Tchécoslovaquie et la Roumanie, on ne dispose que de données partielles pour les groupes, à l'exception des trois pays du CAEM. La conversion des valeurs actuelles a été faite sur la base des taux actuellement en vigueur, sauf pour l'ex-Union soviétique pour laquelle on a utilisé les taux de change commerciaux de 1990. Cette méthode exagère la baisse, notamment pour la Bulgarie et la Roumanie, en particulier en ce qui concerne les échanges avec les pays membres du CAEM en raison du problème de la conversion en dollars des roubles transférables; pour d'autres, l'exagération de la baisse est fonction du taux de change implicite des accords de compensation.

Notes : Le sigle CAEM (3) désigne Cuba, la Mongolie et le Viet Nam.

Les pays ayant le statut de coopérant sont l'Afghanistan, l'Angola, l'Ethiopie, l'Iraq, le Mexique, le Mozambique, le Nicaragua et le Yémen démocratique (qui a maintenant fusionné avec le Yémen; pour 1990, les données concernant le Yémen démocratique et le Yémen ont été agrégées).

Les pays ayant le statut de collaborateur du CAEM sont l'Algérie, le Cambodge, l'Egypte, l'Inde, l'Iran (République islamique d'), le Maroc, le Pakistan et la République arabe syrienne.

Les NPI (nouveaux pays industriels) sont le Brésil, Hong-kong, la Malaisie, la République de Corée, Singapour, la province chinoise de Taiwan, la Thaïlande, la Tunisie et la Turquie.

/...

49. La contraction du volume des échanges a été la plus importante avec les trois anciens membres du CAEM, en particulier dans le cas de l'Europe orientale, et les huit pays coopérants du CAEM, en particulier pour l'ex-Union soviétique (voir tableau 3); la contraction des échanges avec les pays coopérants, notamment dans le cas de la Bulgarie et de la Roumanie, provient dans une large mesure de l'embargo sur les échanges avec l'Iraq. Elle est beaucoup moins prononcée pour les pays qui ont conservé des relations étroites avec les principaux membres du CAEM, à la fois pour l'Europe orientale et l'Union soviétique. Alors que les exportations à destination du groupe des nouveaux pays industriels diminuaient en général, les importations de l'Europe orientale s'accroissaient sensiblement.

50. Les données font apparaître une relation directe entre le stade de la transition atteint et l'exploration de nouveaux marchés. Les agrégats présentés ci-dessus ne peuvent entièrement rendre compte de ce dynamisme. Il est donc peut-être utile d'étudier à titre d'exemple le cas d'un pays. En 1991, la valeur en dollars des exportations de la Pologne à destination de cinq pays en développement très dynamiques d'Asie (Hong-kong, République de Corée, Singapour, province chinoise de Taiwan, Thaïlande) a augmenté de 4,3 %, mais la valeur de ses importations en provenance des pays de ce groupe a été multipliée, à partir d'un niveau il est vrai très faible, par plus de 13 27/.

51. Quelques pays en développement verront également s'ouvrir à eux d'autres débouchés. C'est ainsi que certains d'entre eux pourront maintenant pénétrer les marchés d'Europe occidentale par le biais notamment d'appels à la concurrence pour des projets financés par des organisations internationales, en particulier la Banque mondiale. L'absence de mécanismes de règlement et d'échange dans les pays dont l'économie est en transition risque de compliquer à court terme cette orientation, provoquant ainsi en fait une contraction des échanges tant qu'un mécanisme de financement souple et actif des échanges fera toujours défaut.

52. Jusqu'à présent, la structure des échanges des pays d'Europe orientale se caractérisait essentiellement par l'exportation de produits manufacturés et l'importation de matières premières en provenance des pays en développement. Cette situation risque paradoxalement de s'accroître à court et à moyen terme du fait que beaucoup de pays d'Europe de l'Est importateurs de combustibles devront trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en raison de la baisse marquée des exportations de l'ex-Union soviétique. Il devrait y avoir à terme une réorientation marquée, qui mettra à profit les avantages comparatifs auparavant inexploités, notamment ceux que les nouveaux pays industriels ont peu à peu acquis.

53. La restructuration des liens avec l'extérieur sur la base de critères purement économiques entraînera nécessairement une dégradation des termes de l'échange des pays en développement qui recevaient une aide au développement déguisée sous forme de prix avantageux. Cette évolution devrait profiter aux pays en développement qui n'ont pas pu jusqu'ici pénétrer les marchés d'Europe de l'Est armés de leurs seuls avantages comparatifs.

54. Il convient toutefois de noter qu'à court terme, certains exportateurs de matières premières, notamment de minerais et de métaux non ferreux, ont dû faire face à une concurrence plus vive étant donné que les capacités des pays de l'Est ne pouvaient être soutenues que par l'augmentation du volume des exportations; cette stratégie a poussé les cours mondiaux à la baisse. L'importance de l'érosion des cours a toutefois été limitée tant que les volumes supplémentaires provenaient de petits pays d'Europe orientale.

Persistance des problèmes de paiement

55. Les comptes courants des pays dont l'économie est en transition demeurent fragiles, à la fois du fait des obligations liées à la dette qui pour certains pays sont importantes, et d'une propension élevée à importer, surtout des biens de consommation. La Tchécoslovaquie et la Pologne ont cependant réussi jusqu'ici à préserver la convertibilité limitée de leur monnaie nationale et la Hongrie a continué de progresser dans la voie de la libéralisation du commerce et des changes. Quelques-unes des républiques ayant succédé à l'Union soviétique, notamment l'Estonie et la Fédération de Russie, adoptent actuellement des mesures qui devraient à terme leur permettre de profiter de la convertibilité limitée de leur monnaie nationale. Cette démarche devrait à son tour faciliter l'accès de leurs marchés à d'autres pays, notamment aux pays en développement.

56. La Pologne a obtenu en mars 1991 du Club de Paris un allégement partiel de sa dette, mais elle n'est pas encore parvenue à un arrangement similaire avec le Club de Londres. Mais les conditions de cet allégement n'ont pas encore été réunies et il n'est donc pas sûr que la Pologne pourra en fin de compte tirer parti des avantages qui lui ont été accordés en 1991. Plusieurs autres pays d'Europe orientale, comme par exemple la Bulgarie, sont techniquement en cessation de paiements et ont obtenu un certain rééchelonnement de leur dette ou des avantages à l'issue d'un accord tacite aux termes duquel le problème de la dette ne sera pas soulevé par les créanciers publics ou commerciaux. Toutefois, à défaut d'un allégement important de la dette, il faudra s'occuper assez vite de ce problème. Plusieurs pays ne peuvent espérer assurer ni à court ni à moyen terme le service de leur dette avec les recettes qu'ils tirent actuellement de leurs exportations.

Réformes des institutions et coopération économique mondiale

57. Le mouvement de réforme qui, avec des hauts et des bas, a balayé l'Europe orientale et l'évolution du climat des relations Est-Ouest qui en a résulté ont ouvert, comme on l'a vu, plusieurs perspectives d'amélioration du fonctionnement de l'économie mondiale. L'ouverture des économies en transition et leur participation plus active à toutes les formes de relations économiques internationales pourraient faciliter la coordination de l'économie mondiale avec les instruments déjà en place. Cette harmonisation pourrait aussi créer un climat assez favorable pour remanier certains aspects essentiels du système économique mondial, de façon à mieux en adapter les bases institutionnelles aux politiques à suivre dans l'immédiat et à long terme. De nombreux pays en développement bénéficieraient de ce meilleur cadrage et d'une meilleure concertation au niveau mondial.

Réformes des institutions et coopération régionale

58. Depuis la fin de 1991, on s'efforce de relancer des structures souples de coopération régionale, comme le dispositif de Visegrád, qui vise à stimuler la coopération économique et générale entre la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Si ces pays sont parvenus à la décision d'établir entre eux une zone de libre-échange à compter de mi-1992, ils n'ont pour le moment pas tenu les engagements pris à la fin de 1991. En tout état de cause, leur intention était surtout d'éviter que les pays à économie en transition maintiennent entre eux des barrières discriminatoires radicalement différentes de celles qui sont en place dans leurs relations avec la CEE ou dans les accords en voie de négociation avec les membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

59. D'emblée, les économies en transition ont cherché un rapprochement officiel avec la CEE et l'AELE. Les Etats baltes, les pays d'Europe orientale, certaines républiques ex-soviétiques et ex-yougoslaves nourrissaient l'ambition de devenir membres à part entière de la CEE dans un avenir pas trop lointain. Pour des raisons qui lui sont propres, la Communauté s'est abstenue de promettre fermement des négociations d'admission accélérées et a proposé en revanche de mettre au point des accords dits "européens", donnant aux pays d'Europe orientale un statut spécial d'association.

60. Les accords conclus à ce jour sont fondés sur une libération différenciée des échanges pour la plupart des produits manufacturés, selon lesquels la CEE supprimera progressivement ses droits de douane, généralement sur une période de cinq ans, à compter de 1992. Les pays signataires d'Europe orientale devront observer des conditions réciproques, habituellement sur la même période, la réduction des tarifs douaniers étant reportée à la deuxième moitié des années 90. Autrement dit, les pays signataires d'Europe orientale auront un avantage concurrentiel relatif par rapport aux producteurs de la CEE ainsi qu'à d'autres concurrents extérieurs ne bénéficiant pas de régimes douaniers aussi favorables. La Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie ont déjà obtenu ce statut. Elles ont entamé des négociations analogues avec des

/...

membres de l'AELE, qui n'ont abouti que dans le cas de la Tchécoslovaquie 28/; pour la Hongrie et la Pologne, le processus a apparemment rencontré de graves écueils, principalement du fait de désaccords sur la libération des échanges des produits agricoles, qui ne relève pas en fait du mandat de l'AELE 29/. Des négociations entre la CEE et quelques autres pays en transition, notamment la Bulgarie, sont en cours. Les efforts actuellement déployés pour établir des accords de libre-échange entre l'AELE et les Etats baltes, la Bulgarie et la Roumanie devraient aboutir d'ici à la fin de 1992 30/.

61. Il ne faut toutefois pas exagérer le bénéfice économique de ces accords, indépendamment des avantages politiques et psychologiques qu'ils peuvent comporter. En fait, les produits "sensibles", dont ceux de l'agriculture et de la pêche, mais aussi certains articles manufacturés, sont traités séparément, en annexe aux accords "européens" 31/. Si la CEE s'est en principe engagée à assouplir, avec le temps, ses restrictions à l'importation pour ces mêmes produits, cet engagement n'est strict que pour la fonte et l'acier; dans les autres cas, il s'agit davantage d'une promesse conditionnelle que de la ferme résolution d'assurer aux produits d'Europe orientale une place sur les marchés de la CEE.

62. Améliorer l'accès des marchés des pays développés est indispensable au succès des réformes, surtout pour les petits pays d'Europe orientale. C'est la forme d'assistance la plus importante que les pays développés peuvent leur apporter. Abaisser les barrières douanières et lever quelques restrictions quantitatives sont certainement des mesures utiles. Pourtant, l'accès d'un certain nombre de produits essentiels aux marchés, notamment de la CEE et de l'AELE, fait toujours l'objet de mesures de contingentement, qui devraient cependant beaucoup s'assouplir à moyen terme. Ces produits sensibles, qui comportent ceux de l'agriculture et de la pêche, le textile et l'habillement, l'acier, la chaussure et certains produits chimiques, représentent une part substantielle des exportations des pays d'Europe orientale vers la CEE 32/ et donnent, pour le moment du moins, précisément à ces pays un avantage relatif apparent et la possibilité d'augmenter rapidement et durablement le volume de leurs exportations 33/.

63. Pour certaines républiques ex-soviétiques, il est peut-être irréaliste d'aspirer à un statut d'association spécial soit avec la CEE, soit avec l'AELE, de sorte que ces pays ont entrepris, voire achevé, de négocier des accords spéciaux de commerce et de coopération, surtout avec la CEE. Des accords de commerce et de coopération commerciale et économique (appelés accords de la première ou de la seconde génération, par opposition aux accords "européens", qui sont de la troisième génération) ont été signés le 11 mai 1992 avec l'Albanie et les trois Etats baltes 34/. Dans le cas de ces derniers, il s'agissait essentiellement de reconnaître que l'ancien accord conclu entre la CEE et l'URSS n'était plus valable. Les quatre cas prévoient la négociation éventuelle d'accords d'association "européens", lorsque les conditions s'y prêteront.

64. Ces diverses dispositions auront un certain effet de diversion sur les échanges commerciaux en faveur des partenaires d'Europe orientale, principalement sous la forme de nouvelles exportations vers les marchés d'Europe occidentale, du fait de l'adoption des mesures préférentielles.

Investissements étrangers directs - potentiel des pays d'Europe orientale

65. En libérant les échanges commerciaux, les pays d'Europe orientale ont adopté des dispositions qui facilitent considérablement l'accès de leur marché aux capitaux étrangers, notamment en tentant de privatiser une masse énorme d'actifs publics. Les économies en transition offrent des avantages aux investissements étrangers directs, notamment par leur situation géographique, les bas salaires et les grandes compétences qu'elles offrent. En conséquence, l'afflux des investissements étrangers directs vers certains pays en transition, notamment la Hongrie et la Tchécoslovaquie, s'est récemment accéléré, passant de quelque 2,5 milliards de dollars en 1989 à quelque 7 milliards en 1990 et peut-être 10 milliards en 1991 35/. Cependant, les paiements effectifs sont toujours assez faibles, presque certainement inférieurs à 1 milliard de dollars en 1990 et autour de 2,5 milliards en 1992 36/. Les autres fonds en provenance de l'étranger se sont dans l'ensemble limités à quelques émissions d'obligations, des prêts de banques commerciales et des transferts officiels dans le cadre de l'aide internationale aux économies en transition, y compris l'aide d'urgence.

66. Malgré tout, le volume global des apports de capitaux privés demeure extrêmement modeste, comparé tant au volume mondial des flux de capitaux qu'aux montants affectés aux pays en développement, et surtout par rapport aux ressources qui seront nécessaires pour relancer et stimuler les économies en transition. Car tant que l'incertitude plane au fond sur l'économie et la politique des pays d'Europe orientale en transition, il est peu probable que les investisseurs étrangers s'engagent sans réserve à transférer substantiellement leurs moyens de production dans ces pays, plutôt que d'en exploiter certaines des ressources naturelles. Ce sera peut-être le cas à l'avenir lorsque la stabilité économique, politique et sociale aura été rétablie, et que les infrastructures de base, comme les télécommunications, les réseaux routiers, les banques commerciales et les droits de propriété auront été solidement remis en place et que les autres obstacles au processus de transition auront commencé à disparaître.

67. Peu après le début des révolutions politiques qui ont secoué l'Europe orientale, divers gouvernements de pays développés et en développement, ainsi que plusieurs organisations régionales et internationales, notamment les institutions financières multilatérales, ont fait part de leur volonté d'aider les pays en transition par divers moyens, notamment l'aide d'urgence, l'assistance technique et l'apport de capitaux. On ne semble pas avoir tenu le compte précis des engagements pris et des transferts effectivement effectués en faveur des pays de l'Europe orientale. Le montant total des engagements du Groupe des 24 et des organismes régionaux et internationaux au titre de l'assistance aux pays d'Europe orientale à l'exclusion de l'ancienne Union soviétique s'élevait à la fin de 1991 à quelque 42 milliards d'écus (soit 52 milliards de dollars) 37/, sans compter l'annulation et le rééchelonnement de la dette 38/. Ces chiffres ont probablement augmenté depuis, dans une large mesure du fait de certains Etats des Balkans. Le volume total se situe maintenant probablement autour de 55 milliards de dollars, compte tenu des nouvelles opérations de réaménagement ou de remise de

la dette. Les flux effectifs dans les pays à économie en transition ont peut-être atteint quelque 10 milliards de dollars en 1990 et le double en 1991 du fait notamment des apports de capitaux privés et du rééchelonnement de la dette 39/.

68. Parmi les organismes multilatéraux, le FMI, la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), qui a été créée pour aider les économies en transition, ont particulièrement contribué à fournir une assistance aux pays d'Europe orientale aux conditions du marché. Les engagements de la Banque mondiale à la fin de 1991 ont peut-être été de l'ordre de 5,5 milliards de dollars, ceux de la BERD proche d'un demi-milliard de dollars et de la BEI de moins d'un milliard. Les décaissements du FMI à la fin de mai 1992 ont pu atteindre un montant total de quelque 5,1 milliards de dollars.

69. Le versement de l'aide promise s'est révélé beaucoup plus difficile que prévu, en partie faute d'une conception claire du type d'aide à fournir et des objectifs concrets à atteindre, ainsi que de la médiocrité de l'aptitude des économies en transition elles-mêmes à coordonner et à utiliser l'aide la plus indiquée.

70. L'ancienne Union soviétique fait depuis la fin de 1991, l'objet d'une attention plus grande, en partie dans le cadre de la Conférence de Washington, dispositif distinct du groupe des 24 dont l'action vient d'être évoquée. A la fin de 1991, les engagements financiers en sa faveur s'élevaient à quelque 79 milliards de dollars (compte non tenu du rééchelonnement de la dette) répartis sur trois ou quatre ans. Les décaissements effectifs sembleraient avoir été de l'ordre de 30 milliards de dollars en 1991, mais l'aide publique n'a pas totalement compensé l'évasion des capitaux privés, dont le volume net a atteint quelque 10 milliards de dollars.

71. Au cours des prochaines années, les décaissements au profit des pays à économie en transition devraient augmenter considérablement. Il devrait aussi y avoir un fort accroissement des engagements nouveaux, surtout au profit des républiques ex-soviétiques. Si l'on ne peut établir de prévision du volume total des futurs flux, les organismes économiques internationaux ont publié des estimations du déficit de monnaies convertibles à combler par les apports internationaux pour maintenir ces pays dans le processus de transition convenu. Le Fonds monétaire international estime qu'il faudra quelque 24 milliards de dollars, compte tenu du fonds de stabilisation prévu de 6 milliards de dollars, en 1992 pour la seule Russie, et peut-être 44 milliards de dollars pour toutes les républiques ex-soviétiques et de 120 à 160 milliards de dollars pour 1992-1995, dont le FMI lui-même est disposé à fournir quelque 25 milliards 40/. La Banque européenne pour la reconstruction et le développement est prête à fournir de 3,5 à 4 milliards d'écus (de 4,4 à 5 milliards de dollars) pour 1992-1995, et envisage d'augmenter ce montant en mobilisant, par cofinancement, des sommes encore plus élevées 41/. La Banque mondiale est disposée à augmenter substantiellement ses prêts, peut-être de 25 milliards de dollars d'ici à 1994 42/. Pourtant, l'action des organismes multilatéraux ne suffira pas à combler les déficits financiers des économies en transition.

72. Si les sommes affectées jusqu'à ce jour aux économies en transition ne sont en aucun cas négligeables, elles continuent d'être relativement faibles par rapport aux besoins de ces pays en capitaux ou à l'assistance apportée à l'Europe occidentale après la seconde guerre mondiale. En outre, l'assistance fournie jusqu'ici aux pays à économie en transition a davantage pris la forme d'emprunts aux conditions du marché que de transferts à des conditions de faveur ou sans contrepartie. Dans la mesure où ces prêts seront affectés à des programmes de restructuration effective et augmenteront le potentiel d'exportation des économies en transition, cette forme d'assistance devrait se révéler très profitable. Il y a toutefois le risque que le processus de transition soit beaucoup plus long et son succès beaucoup moins assuré que prévu au départ. L'augmentation de la dette extérieure pourrait alors devenir un boulet pour les responsables politiques, comme c'était le cas pour de nombreux pays dans les années 80.

73. Un courant de l'Est vers l'Ouest s'est rapidement intensifié : celui des compétences intellectuelles, comme l'indique l'immense intérêt porté à la problématique de la transition. Cette tendance s'est manifestée non seulement dans la réaction des organisations régionales et internationales et dans la multiplication spectaculaire des recherches universitaires portant sur les difficultés des économies en transition, mais aussi dans l'accroissement notable, depuis 1990, du nombre de consultants et de banquiers dont les services consultatifs jouent un rôle considérable dans la régulation du flux des investissements étrangers directs dans le monde. De la même façon, les chefs d'entreprise et les responsables des stratégies des grandes sociétés transnationales ont récemment consacré beaucoup d'attention à l'exploration des possibilités d'expansion de leurs activités dans les économies en transition.

V. CONSEQUENCES POUR LES PAYS EN DEVELOPPEMENT

74. On pouvait s'attendre à ce que la volonté d'abandonner la planification socialiste pour s'orienter vers l'économie de marché dans les pays d'Europe orientale mette cette région en concurrence avec l'hémisphère Sud pour les possibilités d'échanges commerciaux, de financement et d'aide au développement. On attendait des conséquences très négatives, surtout pour les pays en développement dont les relations avec le CAEM ou ses membres, notamment l'ancienne Union soviétique, étaient fondées sur des motivations autres qu'économiques. Les nouveaux besoins se faisant jour dans les économies en transition ne seraient pas favorables en premier lieu à ce groupe de pays en développement, mais plutôt aux pays en développement les plus avancés et aux économies de marché occidentales. Par ailleurs, on prévoyait une concurrence accrue entre les pays d'Europe orientale eux-mêmes, surtout à court terme, pour prendre les parts de marché de la plupart des pays en développement. On s'attendait à ce que les économies en transition mènent une lutte beaucoup plus serrée, surtout sur les marchés d'Europe occidentale, pour s'approprier éventuellement les avantages comparatifs d'un certain nombre de pays en développement.

75. On aurait pu penser que des économies en transition dynamiques prendraient une part plus active et joueraient dans les efforts d'assistance internationale un rôle différent de celui des économies planifiées qui les ont précédées. Pourtant, jusqu'à présent, elles ne se sont pas résolues à adopter de nouvelles institutions et politiques pour remplacer celles qu'elles ont brusquement abandonnées après les révolutions politiques survenues dans la région et la rupture de leurs liens traditionnels avec les pays en développement.

76. Peu après les révolutions politiques, les économies en transition ont abandonné les dispositifs non négligeables dont elles disposaient pour assurer, par exemple, une assistance technique aux pays en développement. Il n'aurait pas fallu beaucoup d'efforts pour mobiliser, peut-être avec l'aide de la communauté internationale, les ressources voulues et conserver les projets économiquement viables, notamment dans le petit groupe de pays en développement qui avaient bénéficié des politiques d'aide suivies par les régimes communistes antérieurs, ou pour lancer dans des pays en développement des projets amplement justifiés selon les critères économiques habituels, indépendamment des choix politiques et stratégiques des gouvernements en place.

77. On convient maintenant dans une large mesure qu'il n'y a pas eu jusqu'à présent de transfert massif de ressources en faveur des économies en transition, en partie pour les raisons données par le Secrétaire général dans son rapport à la réunion spéciale de haut niveau de 1991 (E/1991/82) et dans d'autres documents pertinents 43/.

78. La communauté internationale s'est jusqu'à présent engagée sur le principe de l'additionnalité, c'est-à-dire que les ressources normalement destinées à l'APD ne seront pas redéployées au profit des économies en transition. Ce type de transfert ne s'est concrétisé que dans de rares cas au cours des trois dernières années environ. Les gouvernements ont financé leurs engagements auprès des pays d'Europe orientale soit sur des dépenses de toute façon à fonds perdus, comme la livraison de denrées alimentaires en stock, soit en garantissant des crédits sans en inscrire les coûts potentiels aux budgets en cours; soit encore en affectant des fonds destinés à d'autres fins que l'APD. Il s'agit notamment des contributions à la BERD, qui accorde des prêts à l'appui des politiques de réforme des pays d'Europe orientale depuis le deuxième semestre de 1991. De la même façon, les institutions financières multilatérales ont jusqu'à présent été en mesure de s'engager dans des proportions notables à assurer une assistance à ces pays à partir de ressources existantes. Les organisations régionales, notamment la CEE, ont ouvert des crédits supplémentaires à affecter aux pays d'Europe orientale. En tout état de cause, il ne faut pas oublier que le versement effectif des sommes engagées a beaucoup tardé par rapport aux promesses initiales.

79. Si dans l'ensemble le principe de l'additionnalité a jusqu'à présent été suivi, il est fort probable qu'avec le temps les responsables des grands pays donateurs veuillent fusionner leurs budgets d'aide aux pays en développement et aux économies en transition. On peut penser alors que des arbitrages non déguisés auront lieu. On ne voit pas bien comment éviter cette fusion.

/...

80. La communauté internationale doit aussi veiller à ne pas détourner vers les économies en transition l'aide multilatérale au développement, émanant notamment du FMI et de la Banque mondiale. Avec l'adoption de stratégies satisfaisantes de prêt, sous l'autorité d'un organisme financier déjà en place, la Banque mondiale devrait pouvoir intensifier notablement ses efforts de prêt à l'Europe orientale, sans réduire les ressources destinées à aider les pays en développement. Ce n'est en revanche pas nécessairement le cas pour l'Association internationale de développement (IDA) et le FMI. A moins que la dixième reconstitution de l'IDA n'affecte des ressources supplémentaires aux besoins de certaines républiques ex-soviétiques, les bénéficiaires traditionnels seront lésés. De la même façon, la Neuvième révision générale des quotes-parts du FMI doit être ratifiée le plus tôt possible afin de prévoir les ressources nécessaires pour répondre aux demandes supplémentaires de prêts, notamment en faveur des plus grandes républiques ex-soviétiques, sans réduire les fonds auxquels les pays en développement peuvent prétendre.

81. Si les économies de marché étaient restées prospères, au lieu d'entrer en récession, en Amérique du Nord en 1990, en Europe en 1991 et apparemment au Japon en 1992, et surtout si on avait accéléré les paiements, la demande de capitaux des pays de l'Est (y compris bien sûr indirectement sous forme de prêts arrangés par les organisations internationales) aurait certainement risqué d'exercer une pression capable de faire monter les taux d'intérêt. L'expérience de l'Allemagne est intéressante à cet égard. La faible demande d'emprunts et la volonté expresse des gouvernements de quelques grands pays développés de ramener et maintenir l'inflation à des niveaux tolérables, de préserver les taux de change fixes en Europe et d'abaisser les taux d'intérêt à court et peut-être aussi à long terme - bien que ces derniers se soient montrés plus résistants - ont fait que l'incidence sur les taux d'intérêt mondiaux de la demande accrue de capitaux des économies en transition est restée limitée, sauf en Allemagne pour les taux à court terme et par contagion sur les principaux marchés monétaires européens. Cela est dû en grande partie à l'énorme transfert de fonds, s'élevant en tout à des centaines de milliards de dollars depuis le milieu de 1990, des Länder occidentaux de l'Allemagne vers ceux de l'ancienne République démocratique allemande.

82. Une reprise durable dans les pays développés aussi bien que toute augmentation marquée des besoins de financement et surtout du déficit de l'Allemagne 44/ pourraient bien entraîner une telle hausse non seulement des taux à court terme mais aussi de ceux à long terme. Cela ne pourrait qu'aggraver l'endettement des pays en développement.

83. Bien qu'il faille surveiller de près les pressions à la hausse qui s'exercent sur les taux d'intérêt, on aurait tort de penser que les capitaux supplémentaires dont l'Est a besoin ne devront être fournis que par l'épargne internationale. Les aspects structurels du comportement de l'épargne dans l'économie mondiale et la façon dont ce comportement évolue en fonction de diverses circonstances interdépendantes, ne sont pas encore pleinement compris; les facteurs affectant le comportement de l'épargne dans les économies en transition sont encore moins bien connus. L'expérience des trois

dernières années a déjà montré qu'une part substantielle de la demande de capitaux des pays en transition pourra être et sera couverte par l'épargne interne. Il n'y a pas de raison de penser qu'ailleurs le comportement de l'épargne soit immuable et que donc seuls les changements que connaît la demande de capitaux d'investissement affectent les taux d'intérêt.

84. L'ouverture des économies en transition offre des possibilités commerciales et économiques pour les pays en développement. Bien que certains aient déjà bénéficié des nouvelles politiques des pays de l'Est, surtout grâce à l'expansion de leurs exportations de biens, ce n'est pas encore le cas pour la grande majorité de ces pays. Cela est dû dans une certaine mesure à l'énorme contraction des niveaux d'absorption, et donc de la demande d'importation, des économies en transition. C'est aussi une conséquence de l'abandon soudain des instruments traditionnels de commerce et de paiement par suite de l'adoption des politiques de transition. Dans une certaine mesure, c'est dû aussi au simple fait que beaucoup de pays en développement ne possèdent pas les ressources nécessaires pour ouvrir ces nouveaux marchés à leurs exportations, et encore moins pour rechercher d'autres formes plus exigeantes de coopération économique. La communauté internationale pourrait avoir avantage à fournir de l'assistance technique à cet effet aux pays en développement intéressés.

85. En raison de la crise économique à l'Est et naturellement de l'incertitude économique, politique et sociale qui continue à régner, la plupart des pays de l'Est n'ont pas eu accès récemment à des prêts commerciaux importants. La Hongrie a été la grande exception en 1991. Les banques commerciales ont au contraire surtout essayé de récupérer leurs prêts dans plusieurs économies en transition, notamment en Bulgarie, en Pologne, en Roumanie et dans l'ex-Union soviétique. Même si certaines économies en transition qui ne s'étaient pas jusque-là massivement endettées auraient peut-être pu obtenir un tel financement, les dirigeants politiques de ces pays ont dans l'ensemble choisi d'éviter ce genre d'apports de capitaux. Il est peu probable que les choses changent beaucoup à cet égard dans un avenir proche.

86. En grande partie à cause de l'incertitude qui prévaut dans les économies en transition et de la nature extrêmement rudimentaire de leurs marchés financiers lorsqu'ils existent, les investissements de portefeuille à l'Est sont une source de fonds qui n'acquerra peut-être d'importance que dans un certain temps. Ce n'est pas un facteur sur lequel, selon les prévisions actuelles, on puisse compter à court ou moyen terme.

87. Il n'en est pas de même de la possibilité d'une concurrence entre les pays en développement et les économies en transition pour attirer des investissements étrangers directs. Bien qu'il y ait eu une augmentation notable des courants d'investissement étranger direct, surtout en Europe centrale, il ne faut pas oublier deux facteurs. Premièrement, ces flux de capitaux vers l'Est ne représentent qu'une petite fraction de l'ensemble des apports de capitaux aux pays en développement, et se montent probablement au total à 1 milliard de dollars en 1990 et environ 2,5 milliards en 1992 45/.

Deuxièmement, le volume de l'investissement étranger direct disponible à un moment donné n'est pas une somme fixe. Il dépend plutôt du jugement porté sur l'intérêt des projets d'investissement, surtout par les sociétés transnationales. Si des projets économiquement viables se présentent, elles trouveront un financement adéquat, surtout dans une période où d'abondantes capacités de production sont inutilisées dans l'économie mondiale et où les taux d'intérêt sont en baisse.

88. Même si le mouvement des personnes entre l'Est et l'Ouest a notablement augmenté par rapport aux niveaux observés, par exemple vers la fin des années 80, il ne semble pas que les marchés occidentaux aient absorbé des quantités importantes de main-d'oeuvre venue de l'Est. L'augmentation des courants migratoires qui a eu lieu jusqu'ici a été due principalement au tourisme, maintenant que les personnes de l'Est peuvent facilement voyager à l'étranger, aux liaisons commerciales et diplomatiques ou quasi diplomatiques et à l'échange d'étudiants, de savants et de techniciens entre l'Est et l'Ouest. Certains cadres ont sans doute trouvé des situations dans les pays occidentaux, mais en nombre très faible. Pour le moment du moins, les travailleurs migrants des pays en développement travaillant à l'Ouest n'ont pas, comme certains le craignaient, été remplacés par des personnes de l'Est et une telle substitution a peu de chances de se produire dans l'avenir. Cela ne veut pas dire que les limites apportées à l'immigration à l'Ouest, et surtout dans la CEE, n'aient pas été renforcées. Mais cette évolution résulte de facteurs autres que des mesures prises en faveur de l'Est. En fait, la libre circulation des personnes est l'une des "quatre libertés" dont les modalités feront l'objet de négociations entre la CEE et les signataires orientaux des accords "européens" dans quelque temps. Pour le moment, cela relève des protocoles aux accords.

89. Bien que les donateurs bilatéraux et multilatéraux et d'autres organismes aient fourni une aide substantielle et qu'une partie de celle-ci ait été transférée, les sommes dont il s'agit sont restées assez faibles, comme on l'a indiqué à la section IV. Même si les paiements et les nouvelles ouvertures de crédit aux pays en transition augmentent au cours des années qui viennent, les mouvements que l'on peut plausiblement prévoir laissent subsister des lacunes importantes, par rapport aux besoins de financement de beaucoup d'économies en transition, qui devront être comblées par des sources privées, et principalement par l'investissement étranger direct.

90. Autrement dit, selon les tendances actuelles des paiements effectués à l'Est, la possibilité d'un détournement des fonds qui auraient dû aller aux pays en développement et d'une concurrence avec les pays de l'Est sur les marchés occidentaux n'est pas très grande, mais une détérioration marquée de la situation socio-économique de l'Est pourrait déclencher des pressions financières, démographiques et autres qui ne pourraient être contenues que par une aide internationale beaucoup plus importante. Si une telle demande de ressources devait se matérialiser, étant donné la répugnance de l'électorat des grands pays donateurs à augmenter substantiellement leur budget d'aide, il est difficile de voir comment on pourrait éviter l'utilisation à cet effet des fonds qui seraient autrement consacrés à l'aide au développement traditionnelle.

91. Deux autres points méritent d'être mentionnés. L'un concerne l'incidence de la transition sur la capacité des pays de l'Est de servir leurs dettes extérieures. Plusieurs des économies en transition, dont la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne et l'ex-Union soviétique, ont entrepris leur transition alors qu'ils n'avaient qu'une capacité limitée de servir leur dette extérieure. Parmi les pays très endettés, seule la Hongrie a continué à servir la sienne. Seule la Pologne a réussi à négocier en mars 1991 un ensemble important de mesures d'allégement de sa dette. Les autres pays en transition ont soit été pratiquement en état de cessation de paiement, soit entrepris de négocier des dérogations dans le remboursement du principal et des intérêts de leur dette.

92. L'autre se rapporte à l'attention accordée aux questions de la transition au détriment de beaucoup de problèmes chroniques de développement. On ne sait pas exactement dans quelle mesure les difficultés des économies en transition ont eu une incidence sur l'intérêt porté par la communauté internationale aux problèmes des pays très endettés. L'attitude plus indulgente de la communauté internationale envers les problèmes d'endettement qui s'est manifestée au cours des derniers mois a peut-être été encouragée par la situation des pays de l'Est mais cette hypothèse n'est pas facilement vérifiable.

93. Une partie de l'attention consacrée jusque-là aux questions de développement s'est orientée vers les questions entièrement nouvelles posées par la transition. Il est difficile de savoir si ce désintérêt intellectuel pour les problèmes des pays en développement est une retombée défavorable de la transition dans les économies de l'Est, et pour qui. Bien que l'armée de consultants et de conseillers improvisés qui font maintenant porter leurs énergies sur l'Est puisse encore s'avérer être une chance pour beaucoup de pays en développement, le fait que, dans plusieurs organisations internationales et régionales, l'attention se détourne des questions de développement pourrait avoir des incidences funestes pour ces pays.

VI. CONCLUSIONS

94. On s'accorde généralement pour reconnaître que la transition en cours dans les pays de l'Est est d'une radicale nouveauté et d'une grande importance pour la communauté internationale. Quand ce ne serait que pour cette raison, les efforts faits pour introduire des changements structurels de grande portée dans les économies de l'Est méritent de recevoir une assistance internationale sur tous les plans. Cette aide elle-même doit toutefois être gérée de la manière la plus propre à avoir des effets positifs sur la transition tout en limitant les répercussions négatives pour d'autres pays, dont les pays en développement. L'assistance répondra à des besoins urgents d'ordre humanitaire, mais doit aussi être considérée essentiellement comme un catalyseur qui, d'une part, donnera de la crédibilité aux processus de transformation des économies en transition et d'autre part permettra de commencer à mobiliser l'initiative privée, notamment l'investissement étranger direct et peut-être à un stade ultérieur les investissements de portefeuille.

95. Les transitions, telles qu'on les a observées jusqu'ici, présentent de grandes différences de portée, de profondeur et d'ampleur, mais on reconnaît généralement maintenant que le calendrier, même pour l'ensemble le plus modeste de politiques de transition souhaitables, s'étend sur de nombreuses années. La transition risque d'être beaucoup plus longue pour la plupart des anciennes républiques soviétiques que pour les pays d'Europe centrale par exemple. Même si des tâches difficiles attendent encore ces derniers, ils ont néanmoins déjà pris des mesures importantes pour stabiliser leur économie et créer des institutions, et certaines initiatives qui produiront peu à peu des transformations structurelles importantes. Il reste cependant beaucoup à faire avant qu'aucune de ces économies ne puisse s'engager fermement sur la voie d'une croissance économique autonome. A fortiori, les tâches qui attendent les pays où les politiques de transition font encore l'objet d'un débat socio-politique, comme c'est le cas dans la plupart des anciennes républiques soviétiques, sont encore plus ardues.

96. Une partie de l'aide aux économies en transition sera liée à l'intégration plus poussée de ces pays dans la communauté internationale. On doit envisager cela dans le cadre des possibilités d'améliorer l'harmonisation des politiques des principaux intervenants en vue d'assurer la coordination de la gestion des affaires dans l'intérêt de toutes les parties de l'économie mondiale. Pour atteindre le stade où les pays en transition seraient capables de jouer pleinement un rôle constructif, il sera dans l'intérêt de la communauté internationale de fournir une assistance technique et financière temporaire afin d'atténuer les aspects les plus négatifs des politiques de transformation pour les populations de ces pays. Leur approbation tacite ou explicite des politiques de transition est une condition sine qua non d'une reconstruction réussie de la partie orientale de l'Europe.

97. La capacité des pays de l'Est d'être compétitifs sur les marchés mondiaux est un facteur décisif de réussite. Cette capacité dépend en partie de la restructuration économique en cours dans ces pays mais est fonction également de la mesure dans laquelle les marchés mondiaux restent ouverts à la concurrence. Il reste beaucoup à faire à cet égard. Certains efforts ont été faits pour atténuer les restrictions sur une base préférentielle, notamment par la CEE et l'AELE. Il serait plus important encore de saisir l'occasion offerte par le retournement historique qui s'est produit à l'Est pour rétablir et renforcer les éléments fondamentaux d'un commerce mondial multilatéral qui comporterait aussi peu d'obstacles non tarifaires que possible.

98. Le nouveau cadre de coopération économique Est-Ouest qui émerge actuellement offre des possibilités de transformer les modes de gestion dans le contexte des systèmes économiques, financiers, monétaires et commerciaux existants, avec désormais la pleine participation des pays de l'Est. D'autres mesures sont requises pour que l'attention et les ressources consacrées aux économies en transition ne lèsent pas les intérêts des pays en développement.

99. Bien que les gouvernements et les organisations financières multilatérales aient généralement respecté jusqu'ici le principe de l'additionnalité dans leurs engagements en matière d'aide aux pays de l'Est, il n'est pas garanti que cette position puisse être maintenue indéfiniment.

Il est d'ores et déjà probable que l'Est aura besoin d'une aide internationale pendant plus longtemps et à une beaucoup plus grande échelle qu'on ne l'avait envisagé initialement. Les facteurs politiques internes dans la plupart des grands pays donateurs pourraient rendre inévitable à moyen terme la fusion des budgets d'aide. Dans la mesure du possible on devrait éviter cela car fournir de l'aide à la plupart des pays de l'Est est une chose, honorer l'engagement souscrit par la communauté mondiale d'aider les pays les moins avantagés du monde à se développer en est une autre.

100. Plusieurs économies en transition ont obtenu un accès préférentiel aux marchés occidentaux, notamment dans la CEE. Cela risquerait théoriquement de nuire aux intérêts des pays en développement, qu'ils aient ou non un statut préférentiel, tel que l'un des types d'association avec la CEE. Des politiques commerciales plus souples et plus libérales seraient d'une extrême importance pour la plupart des économies en transition et devraient à long terme encourager considérablement le commerce avec les pays en développement. Ne serait-ce que pour ces raisons, il importe de rétablir le système de commerce multilatéral et de l'améliorer sans relâche, notamment en concluant avec succès aussitôt que possible les négociations d'Uruguay.

Notes

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-sixième session, supplément no 3 (A/46/3/Rev.1), chap. II.

2/ Les expressions "Est" et "pays de l'Est" sont utilisées pour désigner l'Albanie, les pays d'Europe de l'Est, l'ex-Union soviétique et l'ex-Yougoslavie et, le cas échéant, les Etats qui leur ont succédé. De même, l'expression "Europe de l'Est" est utilisée dans le présent rapport pour regrouper la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la République démocratique allemande (jusqu'à la fin de 1990), la Roumanie et la Tchécoslovaquie. En général, les données relatives aux échanges jusqu'à la fin de 1990 comprennent les données concernant aussi la République démocratique allemande, ventilées au tableau 1.

3/ Afghanistan, Angola, Ethiopie, Iraq, Mexique, Mozambique, Nicaragua et Yémen démocratique (qui a fusionné avec le Yémen). La Finlande également a signé un accord général de coopération et maintient des relations étroites avec l'Est, mais son cas est très différent de celui des pays en développement qui avaient le statut de pays coopérant. Le Mexique n'a jamais réorienté une proportion importante de ses échanges commerciaux vers le CAEM et n'a par conséquent pas été sensiblement touché par les événements qui se sont produits à l'Est.

4/ L'Inde, par exemple, a accumulé un solde créditeur important dans ses transactions courantes avec l'ex-Union soviétique, surtout parce que les exportations de cette dernière qui avaient déjà fait l'objet de contrats n'ont pas été livrées et que, par contre, les importations ayant fait l'objet de contrats ont pu jusqu'à présent être réglées grâce aux réserves du compte à marge de découvert réciproque en roupies non convertibles (qui a été le

principal moyen de règlement des échanges soviéto-indiens pendant plus de 30 ans). Ce solde créditeur s'élève au total à 32 milliards de roupies (soit environ 1,2 milliard de dollars). Par ailleurs, l'Inde doit à l'ex-Union soviétique entre 8 milliards et 10 milliards de roubles (soit 13 à 15 milliards de dollars au taux officiel de change fixé par l'Accord soviéto-indien de 1978) au titre d'emprunts contractés surtout pour l'achat d'armes et de matériel industriel. Pour des détails à ce sujet, voir The Economist, 16 mai 1992, p. 42; The Economic and Political Weekly, 4-11 janvier 1992, p.3 et le Financial Times, 18 octobre 1991 et 7 février 1992.

5/ Pour une analyse globale des multiples problèmes de la transition en Europe de l'Est, voir l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1989-1990 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.90.II.E.1), p. 5ff; l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1990-1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.91.II.E.1), chap. 4.2-4.6; et l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1991-1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.92.II.E.1), chapitres 3 et 4.

6/ Ce sujet est étudié de manière très approfondie au chapitre VII de l'Etude sur l'économie mondiale 1992 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.92.II.C.1), p. 286 à 364.

7/ Ces options sont analysées de manière très détaillée dans l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1991-1992 (chap. 6).

8/ Plusieurs pays touchés par les sanctions ont fait usage de leur droit de consultation sur les conséquences des mesures prises par le Conseil de sécurité. Certains s'attendaient à obtenir une compensation pour les conséquences défavorables qu'ils avaient subies. Mais, en fait, le programme d'assistance spéciale lancé pour régler les conséquences de la guerre du Golfe a été négligeable.

9/ A la fin d'avril 1992, tous les Etats successeurs de l'Union soviétique, à l'exception de l'Azerbaïdjan, avaient été admis au FMI; l'Azerbaïdjan y est entré au début du mois de mai. A la fin du mois d'avril également, tous les Etats successeurs de l'Union soviétique, sauf l'Azerbaïdjan et le Turkménistan, avaient été admis à la Banque mondiale; ces deux dernières républiques y sont entrées au début et au milieu de mai, respectivement. Les procédures de ratification prennent naturellement un certain temps, si bien que la qualité de membre ne peut devenir opérationnelle qu'au cours du trimestre suivant; par exemple, la Fédération de Russie n'y est arrivée qu'en juillet 1992. C'est vrai également en ce qui concerne le versement des quotes-parts d'adhésion en monnaies convertibles. Dans certains cas, les pays développés ont avancé les fonds nécessaires pour permettre à un pays en transition d'obtenir un prêt conditionnel équivalent ou supérieur au dépôt d'adhésion requis en monnaies convertibles. La Suisse envisage actuellement de prélever une certaine somme sur son budget d'assistance à l'Est pour l'avancer à plusieurs Etats successeurs de l'Union soviétique qui souhaitent trouver place dans le "groupe de vote suisse", tant au FMI qu'à la Banque mondiale (voir Neue Zürcher Zeitung, 12 août 1992, p. 17).

/...

10/ Document du GATT L/7024.

11/ Document du GATT C/N/257, p. 3.

12/ La Tchécoslovaquie est une partie contractante associée au GATT, mais son statut s'est modifié de facto après le coup d'Etat communiste de février 1948, date à laquelle elle a commencé à être traitée comme un "pays à commerce d'Etat", tout comme les autres pays à économie planifiée. Le statut de la Tchécoslovaquie au GATT est demeuré dans ce vide juridique jusqu'à une date très récente.

13/ Voir le document du GATT L/7026 pour la Moldova, L/7027 pour le Turkménistan, L/7030 pour l'Estonie, L/7033 pour l'Arménie, L/7045 pour l'Ukraine, L/7046 pour la Lituanie et L/7050 pour la Lettonie.

14/ La réunion du Conseil des représentants du GATT du 19 juin 1992 a décidé d'étendre aux Etats successeurs de l'Union soviétique ainsi qu'à l'Albanie les règles arrêtées en mai 1990 au moment de l'examen de la demande du statut d'observateur présentée par l'URSS. Il a également été décidé d'accorder le statut d'observateur à l'Albanie, à l'Estonie, à la République de Moldova et au Turkménistan (voir le document C/M/257 du GATT du 10 juillet 1992, p. 3). Cette position a été renforcée lors de la réunion du 14 juillet 1992 et l'Arménie et l'Ukraine ont toutes les deux accédé au statut d'observateur (voir le document C/M/258 du GATT du 4 août 1992).

15/ Voir le communiqué de presse GATT/1541 du 25 mai 1992, intitulé "Le GATT crée un cours spécial de formation pour guider les pays qui effectuent des réformes".

16/ En attendant le règlement de quelques problèmes en suspens, comme par exemple la propriété du siège du Conseil à Moscou. Toutefois, cette question n'a pas encore été réglée de façon satisfaisante et ainsi officiellement le CAEM est toujours en liquidation.

17/ Pour atténuer de graves problèmes de fiabilité des données, le volume des échanges est défini comme égal à la moitié des exportations et des importations indiquées par tous les partenaires commerciaux.

18/ Toutes les données sur les échanges citées ici sont celles que la Commission économique pour l'Europe a établies selon une méthode provisoire visant à résoudre les énormes difficultés qu'il y a à combiner la valeur des échanges exprimée en dollars et en roubles transférables à un moment où les taux de change et la parité en dollar du rouble transférable fluctuent rapidement, comme il ressort des explications figurant au tableau 1 et des détails fournis dans le Bulletin économique pour l'Europe, vol. 42 (1990) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.90.II.E.37); ibid., vol. 43 (1991) (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.91.II.E.39).

19/ Du fait de l'importante modification des taux de change, des prix et du système des prix à l'Est en 1990-1991, il est pratiquement impossible de mesurer l'incidence de la détérioration des termes de l'échange. La Pologne a

enregistré en 1991 une détérioration des termes de l'échange de 29,8 % dans ses relations avec l'ancien CAEM, les prix à l'exportation ayant augmenté de 59,6 %, ceux à l'importation de 127,5 % (Handel Zagraniczny Styczen-Crudzien, 1991, dane ostateczne (Warsaw, Główny Urzas Statystyczny, mars 1992) p. 2, 42), mais la méthodologie n'est pas détaillée. Si on se fonde sur ces informations, la détérioration des termes de l'échange pour l'Europe orientale a été peut-être de l'ordre de 25 à 40 %, l'ex-Union soviétique enregistrant un gain correspondant.

20/ Par exemple, près de la moitié des importations de la Pologne en 1991 ont été réalisées par des entreprises privées.

21/ Les exportations de pétrole et de produits pétroliers de l'ex-Union soviétique à destination des cinq pays d'Europe orientale ont baissé, passant de 56,4 millions de tonnes en 1989 à 43,4 millions de tonnes en 1990, et sont peut-être tombées en 1991 à 26 millions de tonnes. Bien que la récession en Europe orientale ait réduit la demande de pétrole, ces pays ont dû néanmoins s'approvisionner ailleurs, en général auprès des pays en développement exportateurs de pétrole.

22/ Les graves difficultés de la détérioration du niveau comme de la direction de ces mouvements ont été récemment analysées dans l'Etude sur la situation économique de l'Europe en 1991-1992.

23/ Cette question a été longuement étudiée dans l'Etude sur l'économie mondiale, 1991 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.91.II.C.1), p. 236 à 324.

24/ Il s'agit de la méthodologie utilisée pour les données recueillies dans l'Etude sur l'économie mondiale, 1991, p. 293 à 300.

25/ Notamment l'Algérie, le Cambodge, l'Egypte, l'Inde, l'Iran (République islamique d'), le Maroc, le Pakistan et la République arabe syrienne.

26/ Pour ce rapport, ce groupe se limite aux pays suivants : Brésil, Hong-kong, Malaisie, République de Corée, Singapour, Province chinoise de Taiwan, Thaïlande, Tunisie et Turquie chaque fois qu'il a été possible de le traiter de façon comparable.

27/ Ces données risquent d'amplifier l'augmentation qui s'est réellement produite étant donné que dans le calcul, on est parti de l'hypothèse que le secteur privé n'intervenait pas en 1990 dans les échanges avec l'étranger. Pour 1990, on ne dispose d'aucune donnée.

28/ Pour plus de détails, voir le document du GATT C/M/258 du 4 août 1992, p. 31 et 32. La Suède a signé un accord de libre-échange avec les trois Etats baltes, également examiné en détail dans le même document, p. 32 et 33.

29/ Voir Financial Times, 24 juin 1992, p. 7.

30/ Voir Rynki Zagraniczne, 30 juin 1992, p. 1.

/...

31/ Des accords "européens" complets ont récemment été publiés dans le Journal officiel des Communautés européennes, vol. 35 (1992), Nos L114, L115 et L116 (30 avril 1992).

32/ En 1990, la part globale que représentent les produits sensibles (à savoir les produits agricoles, le textile et l'habillement, la fonte et l'acier), distincts des marchandises contingentées à l'importation, dans les exportations à destination de l'ensemble des marchés occidentaux s'élevait encore à 32 % pour la Tchécoslovaquie, 41 % pour la Hongrie et 37 % pour la Pologne, après une rapide expansion des autres exportations en 1988-1990 (voir Economic Survey of Europe in 1991-1992, p. 79 à 81). Les pourcentages correspondants des exportations vers la CEE sont plus élevés. Dans certains cas, notamment pour la fonte et l'acier, les pays d'Europe centrale atteignaient pratiquement le plafond des quotas fixés au titre des accords de contingentement volontaire des exportations.

33/ Les statistiques pour 1991 sont malheureusement encore trop incomplètes pour permettre une étude exhaustive. Dans le cas de la Pologne, par exemple, le volume des exportations en 1991 n'a augmenté que pour les produits métallurgiques (de 18,4 %) et les produits agricoles (de 25,6 %); et la baisse la plus faible (2,9 %) du volume total des exportations a été enregistrée pour les produits alimentaires transformés (Handel Zagraniczny, Styczen-Grudzien 1991, dane ostateczne, p. 23). La plupart de ces produits étaient vendus sur les marchés d'Europe orientale, surtout la CEE.

34/ Voir les documents de la Commission des Communautés européennes COM(92) 178 pour l'Albanie, COM(92) 177 pour l'Estonie, COM(92) 176 pour la Lettonie et COM(92) 179 pour la Lituanie.

35/ La tendance à la hausse se poursuit : à la fin du premier trimestre 1992, le montant pourrait approcher les 12 milliards de dollars. Tous les chiffres donnés représentent le volume global des capitaux étrangers estimé à partir des investissements étrangers déclarés par la Division du commerce de la Commission économique pour l'Europe.

36/ Les estimations les plus récentes établies par la Commission économique pour l'Europe indiquent un apport net à tous les pays d'Europe orientale, y compris l'ancienne Yougoslavie, de 762 millions de dollars en 1990 et de 2,481 milliards en 1991 [d'après un avant-projet de l'Economic Bulletin for Europe, vol. 44 (1992) (publication des Nations Unies à paraître)].

37/ Conclusions du Groupe des Vingt-Quatre sur l'assistance coordonnée aux pays d'Europe centrale et orientale (Bruxelles, Commission des Communautés européennes, documents de la réunion du Groupe des Vingt-Quatre, 8 avril 1992). Soixante-quinze pour cent de ce total provient du Groupe des Vingt-Quatre et le reste des institutions financières internationales. Sur ce montant, les crédits à l'exportation et les garanties des investissements s'élevaient en tout à 7,8 milliards d'euros et les subventions à 11,4 milliards.

38/ Rééchelonnement de 1,8 milliard de dollars pour la Bulgarie (sur 10 ans avec un délai de franchise de six ans) et annulation de quelque 16,5 milliards de dollars pour la Pologne.

39/ Estimations parues dans Economic Survey of Europe in 1991-1992, p. 180 à 182. La somme du montant du rééchelonnement de la dette et des capitaux privés s'élevait à 7,8 milliards de dollars en 1990 et peut-être à 11,2 milliards en 1991.

40/ Cité dans la déclaration du Directeur général du Fonds monétaire international à la Conférence de Libsonne, 23-24 mai 1992 (ronéotypé).

41/ Déclaration de M. Jacques Attali, Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Conférence de Lisbonne, 23-24 mai 1992), p. 3 et communication directe de la Banque.

42/ Chiffre cité lors d'une séance d'information par M. Wilfried P. Thalwitz, Vice-Président de la Banque mondiale, Organisation des Nations Unies, 24 juillet 1992.

43/ Voir Etude sur l'économie mondiale, 1991, p. 236 à 324; Etude sur la situation économique de l'Europe en 1989-1990, p. 223 à 234; Economic Survey of Europe in 1990-1991, p. 116 à 121; Economic Bulletin for Europe, vol. 42 (1990), p. 79 à 86; Economic Survey of Europe in 1991-1992, p. 173 à 190; Economic Bulletin for Europe, vol. 43 (1991), p. 106 à 112.

44/ Une augmentation de cette ampleur semblerait à prévoir pour la fin de 1992 et ultérieurement (Financial Times, 4 août 1992, p. 15).

45/ Il est difficile d'obtenir des données solides sur les courants d'investissements étrangers directs, les entrées réelles de capitaux étrangers par opposition aux ouvertures de crédit ou à la valeur nominale du capital des coentreprises. Les flux d'investissements étrangers directs vers les pays développés et en développement en 1990 se sont élevés à environ 152 milliards et 32 milliards de dollars respectivement (voir World Investment Report 1992 : Transnational Corporations as Engines of Growth (publication des Nations Unies, numéro de vente : 92.II A.19), p. 311 et 312). Les entrées de capitaux à l'Est en 1990 sont estimées à 89 millions de dollars mais c'est presque certainement une très forte sous-estimation. Les entrées réelles en 1990 ont probablement été de l'ordre de 0,5 à 0,8 milliard de dollars.
